



CCAS RATP : harcelée ou suppôt du patron ?

Même si la mission première de la CCAS est la gestion du régime spécial de sécurité sociale de la RATP, il n'en demeure pas moins, que depuis un certain temps, l'**UNSA-RATP** constate l'ingérence des directions locales sur les décisions de la CCAS, notamment dans la reconnaissance des accidents de travail ou des arrêts maladie.

A l'heure où on nous parle de désertification des médecins, on peut constater que dans notre belle entreprise, les directeurs se sont portés volontaires pour prendre la température des agents. Aujourd'hui, nos dirigeants « apprentis-médecins » se donnent le droit de remettre en cause un diagnostic médical ou un accident de travail.

La CCAS a perdu sa vocation première, elle ne sert maintenant que les intérêts de la direction.

L'**UNSA-RATP** s'insurge contre la volonté de nos dirigeants de ne pas remplir la déclaration accident de travail de l'agent au même moment que celui-ci, afin que son dossier soit traité de fait « en maladie » : avec les conséquences financières que cela implique ! (perte des primes par exemple)

Il s'agit bien là d'un choix politique de contester les accidents de travail et les arrêts maladie. Volontairement, la direction met la pression administrativement et financièrement sur les agents, elle a été la cause de 2 licenciements au département BUS au mois de janvier.

Comment comprendre et accepter que les agents fragilisés, diminués par un accident de travail ou par la maladie, qui respectent parfaitement la réglementation en se soumettant au contrôle à domicile et en respectant les horaires de présence en vigueur, doivent encore se justifier du bien-fondé de l'arrêt ou de l'accident de travail ?

Comment est-il possible qu'une entreprise qui se dit citoyenne mette volontairement des agents en situation de précarité ?

L'**UNSA-RATP** était déjà intervenue l'année dernière : la direction devait régulariser rapidement la situation de ces agents en proposant une solution alternative comme la modification de l'IG, qui n'entraînerait plus de perte financière.

Non seulement, nos dirigeants sont revenus sur leurs engagements, mais aujourd'hui ils considèrent les agents comme des menteurs et des tricheurs et non pas comme cela devrait être, des agents malades et en souffrance.